

Conférence mondiale sur la Justice constitutionnelle Marie-Madeleine Mborantsuo à la présidence

Innocent M'BADOUA
Libreville / Gabon

Une marque de reconnaissance à la valeur intrinsèque de celle qui dirige la Cour constitutionnelle gabonaise, et aussi pour cette institution, outil de construction et de parachèvement d'une démocratie aboutie.

L'INFORMATION est tombée à notre rédaction samedi. Mme Marie-Madeleine Mborantsuo, présidente de la Cour constitutionnelle du Gabon est portée à la tête de la Conférence mondiale sur la Justice constitutionnelle. Cette désignation est une marque de reconnaissance à la valeur intrinsèque de celle qui anime, depuis sa création, la Cour constitutionnelle du Gabon, mais aussi, une reconnaissance de la Cour constitutionnelle comme outil de construction et de parachèvement d'une démocratie aboutie. Ce, malgré les

critiques et autres procès en sorcellerie dont elle et les autres membres de son institution sont l'objet de la part de certains acteurs politiques. La désignation de Mme Mborantsuo ne surprend pas ceux qui suivent l'évolution des échanges internationaux en matière de droit constitutionnel, tant elle paraît logique. En 2016, en effet, elle présidait aux destinées de la Conférence des juridictions constitutionnelles africaines (CJCA), un démembré de cette organisation dont elle est devenue aujourd'hui le numéro 1. La CJCA est membre du bureau de la WCCJ au titre des espaces régionaux. L'année écoulée, en effet, Mme Mborantsuo s'est affirmée de par ses contributions à l'international ; hissant l'image à l'extérieur de la Cour constitutionnelle gabonaise devenue tantôt une référence pour des pays africains, à la recherche d'inspiration pour consoli-

der leurs démocraties en construction. On se souvient qu'une délégation de la Conférence des Juridictions constitutionnelles africaines, conduite par son président Mme Marie-Madeleine Mborantsuo, s'est illustrée par la qualité de ses interventions à la dixième session du bureau de la Conférence mondiale sur la Justice constitutionnelle qui s'est tenue, à Venise les 11 et 12 mars 2016. Celle qui préside désormais aux destinées de la plus prestigieuse des organisations de droit constitutionnel au monde a été formée en droit à l'université de Libreville, puis à la Sorbonne, avant de soutenir une thèse à la faculté d'Aix-en-Provence (France). Avant la Cour constitutionnelle, elle a présidé la Chambre des Comptes de la Cour suprême gabonaise. Prestigieuse institution internationale, la Conférence mondiale sur la justice constitutionnelle (WCCJs) réunit 105 Cours et



Marie-Madeleine Mborantsuo, nouvelle présidente du WCCJ.

l'offre de bons offices à la demande de ses membres. Elle a pour principal objet de faciliter, à l'échelle mondiale, le dialogue entre les juges de Cours constitutionnelles. En raison de leur obligation de réserve, ces juges n'ont guère l'occasion d'avoir un dialogue constructif sur les principes constitutionnels applicables dans leur pays. Les échanges qu'ils ont lors de la Conférence permettent d'approfondir la réflexion sur les grands principes inhérents aux Constitutions nationales. Même si ces dernières présentent souvent des différences notables, l'examen des notions constitutionnelles sous-jacentes fédère les juges de diverses parties du monde résolus à promouvoir la constitutionnalité dans leur propre pays.

Conseils constitutionnels et Cours suprêmes d'Afrique, des Amériques, d'Asie et d'Europe. Elle agit en faveur de la justice constitutionnelle (au sens de contrôle de la constitutionnalité des lois, et de la jurisprudence en matière de droits de l'Homme) comme

élément essentiel de la démocratie, de la protection des droits de l'Homme et de l'Etat de droit. Dans ses objectifs, la WCCJ cherche à atteindre, par l'organisation de congrès périodiques, par la participation à des conférences et séminaires régionaux, par l'échange d'expériences et de jurisprudence et par

Vie des partis

L'ASDJ poursuit son occupation du terrain



Le président de l'ASDJ, Lénine Djembi installant la coordonnatrice dans le 3e arrondissement, GINETTE MOUNDOUBE.

P.M.M
Libreville/Gabon

Après le 2e arrondissement de Libreville, les responsables de l'"Alliance pour le soutien et le développement des jeunes" (ASDJ) étaient dans le troisième. Occasion pour eux de se prononcer en faveur du dialogue national inclusif et sans tabou, prôné par le président Ali Bongo Ondimba.

DANS le cadre de leurs activités politiques, les membres du parti "Alliance pour le soutien et le développement des jeunes" (ASDJ), étaient rassemblés, le week-end écoulé, au quartier Venez-voir, dans le 3e arrondissement de Libreville. Cette rencontre avait une coloration parti-

culière : l'installation de la nouvelle coordonnatrice des jeunes du 3e arrondissement et des échanges sur le dialogue national, prévu le 28 mars prochain. De même, les responsables de l'ASDJ, ne comptent pas rester en marge des futurs événements politiques dans notre pays, à savoir : les élections législatives, les élections locales, etc. C'est donc pour être acteurs de ces événements, qu'ils procèdent, depuis quelque temps, à l'installation des «cellules», dans presque tous les arrondissements de la capitale. C'est à travers ces structures que les responsables dudit parti politique comptent jouer un rôle important et attirer le plus grand nombre d'adhérents. Après l'étape d'Atong-Abe dans le 2e arrondissement

de Libreville, le tour est donc revenu aux militants du 3e arrondissement de connaître leur nouveau chef. GINETTE MOUNDOUBE, devra désormais défendre les intérêts de son parti dans cette circonscription. «Je suis très contente de représenter mon parti politique dans le 3e arrondissement. J'exprime ma gratitude au président fondateur de l'ASDJ pour la confiance qu'il m'accorde. Ma mission sera de travailler avec les jeunes et les femmes de notre circonscription et attirer plus de membres dans notre parti», a souligné GINETTE MOUNDOUBE, coordinatrice de l'ASDJ. Pour ce qui est du dialogue national, les membres de ce parti politique disent y répondre favorablement.

OFFRE SPECIALE
DU 15 FEVRIER 2017
AU 30 AVRIL 2017

ECIG

www.ecig-gabon.com
ecig.gabon@gmail.com

-25%
de Remise pour
autres quantités

3 Pneus Achetés = 1 GRATUIT

PNEUS DU GROUPE
Continental

Nos points de ventes

Z.I. OLOUMI (face FOPI entrée BERNABE) ouvert du lundi au samedi:
+241 01 74 30 06 / 06 25 98 64 / 07 05 31 05 / 02 45 35 45
OKALA (BALLON D'OR) ouvert 7/7 Jrs : +241 04 84 08 00 / 06 00 82 00

Photos non contractuelles. Offre valable du 15 Février au 30 Avril 2017, engagement sur paiement comptant. Dans le cadre des stocks disponibles.